

Cristina Fernández «Plus qu'un tribunal, un peloton d'exécution»



La Havane, 30 nov. (RHC)- La vice-présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, a dénoncé mardi le tribunal et le bureau du procureur dans l'affaire Vialidad pour avoir manipulé les événements à son encontre. Lors de son intervention dans la dernière phase du procès, Cristina Fernandez a déclaré que "c'est plus qu'une cour de justice, c'est un véritable peloton d'exécution". Cela a commencé par l'incroyable diatribe dans laquelle les procureurs Diego Luciani et Sergio Mola se sont consacrés à insulter, dénigrer et agir d'une manière non conforme à la loi.

En ce sens, elle a souligné que "pendant 20 jours, ils ont inventé des faits, en ont caché d'autres, ont déformé, menti et finalement, le 1er septembre (...), une personne a essayé de me tuer et le coup n'est pas parti".

Dans le même temps, Cristina Fernández a remis en question l'accusation de fraude portée contre l'administration publique, affirmant que son administration "a remis un pays sans dette".

La vice-présidente a souligné que "cependant, ceux qui ont fait venir le FMI et pris 45 milliards de dollars, dont nous ne savons pas où ils sont, n'ont aucun problème; ils sont au Qatar et regardent la Coupe du monde".

"Dans les arguments de la défense, il a été démontré que chacune des accusations présentées par le procureur étaient des mensonges. Dans le même temps, elle a souligné que "le parti judiciaire" avait remplacé le parti militaire, qui conditionne, entrave et attaque la démocratie en stigmatisant les espaces politiques et leurs dirigeants "afin que personne n'ose plus jamais faire ce que nous avons fait".

En conséquence, elle a souligné qu'il s'agit d'une position disciplinaire à l'encontre de ceux qui ont payé le fonds et qui ont récupéré l'administration des fonds de pension et de retraite (AFJP), ainsi que la compagnie des pétroles YPF.

Pour sa part, le Tribunal oral fédéral 2 a communiqué que le 6 décembre prochain, il rendra son verdict dans l'affaire concernant 12 ans de prison et sa déchéance perpétuelle de la fonction publique pour des irrégularités présumées dans les travaux publics à Santa Cruz dans la période de 2003 à 2015.

Source : TeleSur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/306539-cristina-fernandez-plus-quun-tribunal-un-peloton-dexecution>



Radio Habana Cuba